

PRÉPARER MA RETRAITE

2022
2023



LES INDISPENSABLES

ENSEMBLE AVEC LE SNETAA-FO,
POUR UNE RETRAITE DIGNE
ET HEUREUSE À LAQUELLE NOUS
AVONS TOUS DROIT !

GUIDE DU RETRAITÉ

Ce guide est conçu pour vous aider à préparer votre dossier de demande de pension de retraite car elle n'est pas attribuée automatiquement. En effet, pour la percevoir il est nécessaire de formuler la demande « liquidation de ses droits » auprès de l'administration. Pour les personnels de lycée professionnel, elle est régie, comme celle de tous les fonctionnaires d'État, par le « Code des pensions civiles et militaires de retraite et du service des pensions de l'État ». Le financement de ce régime est composé d'une part de la contribution de l'État - employeur - et d'autre part des cotisations que les agents ont versées mensuellement, tout au long de leur période d'activité. La pension de retraite n'est pas une allocation d'assistance accordée par l'État. C'est un salaire différé qui peut être réévalué, en fonction du coût de la vie, comme le prévoit l'article L. 161-23-1 du code de la

Sécurité sociale.

Chacun sait que la pension de retraite est inférieure à la dernière rémunération. Il est primordial, pour ne pas avoir de surprise désagréable, et pour bien vivre cette période de vie, d'avoir une idée précise de ce que l'on percevra vraiment.

La constitution de la demande de retraite nécessite un travail de préparation important. Le dossier doit être déposé 6 mois au moins avant la date de départ à la retraite (9 mois pour les retraites anticipées ou les carrières longues). Il doit comprendre les relevés de carrière concernant toutes les caisses où l'on a cotisé, il faut les demander, ce qui prend du temps. Il faut choisir la date de départ à la retraite (âge légal -actuellement de 62 ans-, départ pour retraite anticipée, pour prolongation de durée, tenir compte de décote possible, de bonification de service, de possible

rachat d'années d'études...

À la pension civile s'ajoute depuis 2005 une retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP), calculée par points qui, elle aussi, est à demander.

On le voit, anticiper la préparation de votre dossier en toute quiétude permet d'être sûr de réaliser les démarches dans les temps et d'éviter toute rupture de ressources. Ce guide, réalisé spécialement pour les PLP, présente les informations essentielles à connaître pour préparer votre dossier. Et, pour éviter les erreurs que vous pouvez rencontrer lors de la constitution de votre dossier, n'hésitez pas à contacter les collègues référents retraites du SNETAA FO. Ils sauront vous conseiller efficacement. Vous pouvez aussi participer aux réunions spéciales organisées par certaines académies.

Retraite par répartition : les cotisations versées par les personnes en activité (et leur employeur) sont directement utilisées pour payer les pensions des retraités. Une part du salaire des actifs est prélevée, puis redistribuée aux retraités sous forme de pensions : en clair, les actifs d'aujourd'hui cotisent pour les retraités d'aujourd'hui. Cette part prélevée leur permet d'acquérir des droits qui leur permettront, à leur tour, de bénéficier d'une pension de retraite financée par

les générations suivantes d'actifs. C'est le principe de la solidarité entre les générations. L'équilibre financier dépend du rapport entre le nombre des actifs et celui des retraités. Taux de croissance des revenus et taux de la population active occupée constituent les deux principaux facteurs d'évolution. Mais l'option serait hautement fragilisée par les aléas périodiques de la conjoncture financière (comme en 1929, 2002, 2008 ...)

Retraite par capitalisation : la logique est différente. Les actifs d'aujourd'hui épargnent en vue de constituer leur propre retraite. Les cotisations font l'objet de placements financiers ou immobiliers, dont le rendement dépend essentiellement de l'évolution des taux d'intérêt. Cette capitalisation peut être effectuée dans un cadre individuel ou collectif (ex : accords d'entreprise), ce qui peut permettre de réintroduire une dose de solidarité.



SOMMAIRE

05 MA RETRAITE APPROCHE

05 JE ME RENSEIGNE

06 JE M'Y PRÉPARE

07 MA RÉMUNÉRATION

09 LES BONIFICATIONS
DE SERVICE

11 JE FAIS MES CALCULS

12 JE PRENDS MA DÉCISION

13 PUIS-JE PARTIR À 60 ANS OU
AVANT ? COMMENT FAIRE MA
DEMANDE ?

RÉFORME DES RETRAITES : LES DROITS SOCIAUX TOUJOURS MENACÉS !

Resté étrangement silencieux après le résultat des élections législatives sur l'avenir de la réforme des retraites, promise à l'été 2023, le gouvernement a confirmé qu'elle aurait bien lieu, lors du discours de politique générale de la Première Ministre le 6 juillet 2022.

Si en 2019, le projet de système universel de retraites par points était présenté au nom de l'équité, aujourd'hui, le projet de reculer l'âge légal de la retraite à 65 ans ne met en avant qu'un « besoin d'équilibrer les comptes du système de retraites ».

L'objectif est de baisser les dépenses, de « dégager des marges de manœuvre », de « faire des économies », pour pouvoir engager de nouvelles dépenses ! En réalité, l'idée de nos gouvernants est de limiter le coût des retraites qui ne devrait pas dépasser 12 % du PIB, alors qu'il est actuellement de 14,8 %. Quand on sait que le nombre de retraités ne cesse d'augmenter, la conséquence de la réforme des retraites est claire : une retraite moins importante pour un plus grand nombre de retraités.

Le SNETAA FO s'oppose à cette réforme. C'est bien la baisse des pensions des retraites et la paupérisation des retraités qui est mise en application. Le SNETAA-FO appelle les retraités à défendre leur système de retraite aux côtés des actifs en participant aux actions contre ce projet de réforme des retraites.

Les droits sociaux sont toujours menacés et il faut continuer de se battre pour nos retraites.

Voici les mandats du SNETAA votés lors de notre Congrès de Ronce-les-Bains du 16 au 20 mai 2022.

RETRAITE / LA RÉFORME DES RETRAITES

À l'heure où certains veulent porter l'âge de la retraite à 65 ans voire 67 ans, le SNETAA mettra tout en

œuvre pour mobiliser et combattre par tous les moyens tout allongement de l'âge légal de départ à la retraite, et obtenir la fin du système de décote, véritable double peine pour les collègues à la carrière incomplète (majoritairement des femmes).

Le président de la République, à peine élu, veut relancer un projet de réforme des retraites. Son projet précédent, largement contesté dans la population, avait été activement combattu en 2019-2020.

Le congrès y voit en réalité l'occasion d'amputer retraites et pensions afin qu'elles ne dépassent pas la moyenne européenne de 13 % du PIB.

Le congrès national du SNETAA rappelle que la retraite est un droit acquis par les cotisations tout au long de la vie, et non pas une aide sociale d'assistance. Le système par répartition assure une solidarité intergénérationnelle.

Le congrès national du SNETAA rappelle qu'il est inacceptable que les retraités soient considérés par le pouvoir comme des nantis et des privilégiés.

Le congrès national du SNETAA condamne :

- toutes les dégradations successives des pensions et retraites ;
- la suppression des possibilités d'aménagement de fin de carrière ;
- la suppression des acquis familiaux (bonifications pour enfants nés après 2003, départ anticipé pour parents de 3 enfants ou plus, la fiscalisation des majorations pour famille nombreuse) ;
- la réduction des acquis sociaux (demi-part fiscale, aide à domicile, APL...).

Le congrès du SNETAA-FO revendique le maintien de tous les régimes spéciaux dont le Code des pensions civiles et militaires dont nous relevons.

Le congrès du SNETAA rappelle son

opposition :

- au système de décote-surcote aggravé par l'allongement de la durée du taux plein. Cet allongement associé au recul de l'âge légal de la retraite annule toute possibilité d'obtention de surcote ;

- aux augmentations d'impôts des retraités par la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) de la CSG.

Le congrès national du SNETAA exige :

- le retour de la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation pour un taux plein pour une retraite à 75 % du traitement de l'échelon détenu les 6 derniers mois avant le départ en retraite ;

- l'indexation des retraites sur l'évolution des salaires des actifs ;

- la suppression de la décote ;

- la revalorisation des pensions et le rattrapage du retard accumulé ces dernières années ainsi que la revalorisation des retraites complémentaires ;

- le rétablissement de la CPA, dans les conditions initiales ;

- le rétablissement des conditions d'attribution antérieures à 2009 de la demi-part fiscale pour les personnes seules (célibataires, séparées, divorcées, veuves) ayant élevé un ou plusieurs enfants ;

- l'annulation de la hausse de la CSG ;

- l'annulation de la baisse de l'APL ;

- la suppression de la CASA ;

- la suppression de la fiscalisation de la majoration pour famille nombreuse et son retour comme allocation familiale ;

- la suppression des journées dites de « solidarité » existantes ou à venir ;

- la prise en compte pour le calcul des retraites et pensions de tous les revenus du travail (primes, indemnités).

1 MA RETRAITE APPROCHE

**JE ME RENSEIGNE, JE M'Y PRÉPARE,
JE FAIS MES CALCULS, JE PRENDS
MES DÉCISIONS...**

Pour chacun des régimes où j'ai cotisé : une retraite de base et une retraite complémentaire.

Dans le privé : régime général (RG et Agirc ou Arrco), agriculture (MSA), artisans, industriels et commerçants (RSI), etc.

Les retraites de base sont des régimes par répartition ! Les retraites complémentaires résultent en général d'un calcul par points. C'est le salaire qui détermine le nombre de trimestres acquis chaque année. Depuis 2014, un trimestre correspond à 150 heures de SMIC (en 2018 : 4 trimestres = 5 928 euros). Le nombre de trimestres validés est limité à 4 par année civile.

Dans le public, c'est la durée réelle du travail qui est prise en compte (une année = 12 mois de 30 jours = 360 jours). À la pension civile s'ajoute depuis 2005 une retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) par points.



L'espace numérique sécurisé de l'agent public (ENSAP) met à disposition un ensemble de services en ligne qui peuvent fournir les renseignements nécessaires à la constitution du dossier retraite. Attention : il est nécessaire de vérifier l'exactitude de ces informations personnelles et de les faire actualiser en cas de besoin.

Pour comprendre tous les rouages administratifs de mon dossier, pour prendre en compte tout le déroulé de ma carrière, pour comprendre quel est le moment le plus judicieux pour prendre ma retraite, pour optimiser mes droits à la retraite (calcul de surcote, décote, date de départ...) et ne pas commettre d'erreurs, je prends contact à snetaanat@snetaa.org avec les militants du SNETAA FO. Ils sont à ma disposition et pourront m'aider à vérifier mon dossier et me conseiller.

2 JE ME RENSEIGNE

① Je demande à chacune de mes caisses de retraite de me communiquer un relevé de carrière (nombre de trimestres et salaire annuel) et une simulation de ma retraite.

② J'assiste à la réunion « retraite » organisée par le SNETAA-FO dans mon académie et pose toutes les questions utiles.

③ Je transmets mon dossier à l'un des référents « retraite » du SNETAA-FO (relevés de carrières et questionnaire complété) :

Raymond VALADE

par mail :
raymond.valade@snetaa.org

par téléphone :
+33 6 89 44 69 98

26 place Jean MONNET
16100 Cognac



JE M'Y PREPARE

DROIT À PENSION

Je suis fonctionnaire : j'aurai droit à une pension civile à la condition d'avoir au moins 2 ans de services civils et militaires effectifs (hors services de non-titulaires et congés de longue maladie).

QUAND POURRAI-JE LA TOUCHER ?

À partir de l'âge légal qui dépend de mon année de naissance sauf cas particuliers (invalidité – handicap – longue carrière – parents de 3 enfants au moins ou d'un enfant handicapé).

DÉPARTS ANTICIPÉS AVEC JOUISSANCE IMMÉDIATE

- invalidité : dès la mise à la retraite pour invalidité quel que soit mon âge ;
- handicap : anticipation de 1 à 5 ans selon le nombre de trimestres cotisés et le nombre de trimestres avec 50 % de handicap ;

Pour les deux cas, invalidité et handicap, suivant votre situation et pour avoir plus de précisions, n'hésitez pas à consulter notre référent retraite !

- longue carrière : départ à 60 ans avec 5 trimestres cotisés avant la fin de l'année des 20 ans (ou 4 si né-e au dernier trimestre de l'année civile) et durée d'assurance effectivement cotisée (DAEC) égale à la durée d'assurance du taux plein (DATP) ; départ entre 56 et 60 ans suivant conditions particulières selon l'année de naissance (consulter le tableau carrières longues) ;
- parents de 3 enfants : si 3 enfants vivants (ou décédés par fait



de guerre) et 15 ans de fonction publique avant 2012 à condition d'avoir interrompu ou diminué son service d'un équivalent de 2 mois en continu au moment de chaque naissance, départ à la date de son choix aux conditions de l'année si nés avant 1956, sinon aux conditions de l'année de la génération (année de l'âge légal) ;

- parents d'enfant handicapé : si plus de 15 ans de services effectifs et interruption ou réduction d'activité dans les 3 premières années de l'enfant pour enfant de plus d'un an avec au moins 80 % d'invalidité. Les conditions de l'année de réalisation sont conservées.

4 MA RÉMUNÉRATION



À QUEL ÂGE PARTIR ?

Entre l'âge légal et l'âge limite, sauf retraites anticipées ou prolongation de durée (10 trimestres maximum jusqu'à atteindre la DATP ou 1 an par enfant encore à charge avec limitation à 3 ans ou 1 an pour 3 enfants vivants à l'âge de 50 ans).

Je suis né-e	avant le 1 ^{er} juillet 1951	au 2 ^e semestre 1951	en 1952	en 1953	en 1954	En 1955 et après
Âge légal	60 ans	60 ans 4 mois	60 ans 9 mois	61 ans 2 mois	61 ans 7 mois	62 ans
Âge limite	65 ans	65 ans 4 mois	65 ans 9 mois	66 ans 2 mois	66 ans 7 mois	67 ans

Je demande la mise à la retraite le 1^{er} d'un mois et précise « cessation d'activité le dernier jour du mois précédent (article 46 de la loi 2010-1330 du 9 novembre 2010) ».

LES DEUX NOMBRES QUI COMPTENT

1) La DATR (durée d'assurance tous régimes) doit être au moins égale à la DATP.

La DATR s'obtient en ajoutant la durée d'assurance du privé et du public y compris les bonifications (je n'oublie pas de retirer les recouvrements : dépassement de 4 trimestres par année civile).

2) La FP (services et bonifications fonction publique) permet de calculer le taux de la pension civile.

ÉVOLUTION DE LA DATP avec l'historique pour information

1) La DATR (durée d'assurance tous régimes) doit être au moins égale à la DATP.

La DATR s'obtient en ajoutant la durée d'assurance du privé et du public y compris les bonifications (je n'oublie pas de retirer les recouvrements : dépassement de 4 trimestres par année civile).

2) La FP (services et bonifications fonction publique) permet de calculer le taux de la pension civile.

Je suis né-e	avant 1944	48	49	50	51	52	53 54	55 56 57	58 59 60	61 62 63	64 65 66	67 68 69	70 71 72	Après 1972
Trimestres exigés	150	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172

LA DÉCOTE

C'est une minoration du taux de pension qui intervient si je pars en retraite avant l'âge limite sans avoir atteint le nombre de trimestres de la DATP ni l'âge d'annulation de la décote.

Le taux de minoration par trimestre manquant évolue en fonction de l'année où l'on atteint l'âge légal de la retraite.

Date de naissance	janvier à août 1951	septembre 1951 à mars 1952	avril à décembre 1952	janvier à octobre 1953	à partir de novembre 1953
Âge légal retraite en	2011	2012	2013	2014	2015
% de minoration	0,750	0,875	1,000	1,125	1,250

EXEMPLE pour calculer la décote : j'effectue deux calculs et je choisis le plus favorable...

En prenant en compte la différence entre la DATP et la DATR : **Ou en prenant en compte l'âge pivot :**

Je suis né-e le 15 janvier 1959 (la DATP est de 167 trimestres), j'atteins l'âge légal de 62 ans le 15 janvier 2021. Je pars en retraite le 1^{er} septembre 2021 à 62 ans, 7 mois et 16 jours avec une DATR de 160 trimestres et 75 jours. Il me manque 6 trimestres et 15 jours pour atteindre la DATP de 167 trimestres, j'arrondis à 7 trimestres.

L'âge limite est de 67 ans et l'âge d'annulation de la décote « dite en âge » est maintenant, aussi, à 67 ans (ou âge pivot). Il y a dans ce cas 17 trimestres et 45 jours avant cet âge. Donc, je pars avec 17 trimestres et 45 jours de décote (j'arrondis obligatoire à 18 trimestres). Rejoindre l'âge pivot (67 ans) permet d'effacer la décote pour les collègues à qui il manque de nombreux trimestres.

En conclusion, il me manque 7 trimestres en DATR (première partie du calcul) et 18 trimestres en âge (deuxième partie du calcul). Je choisis donc le plus favorable et je n'aurai ainsi que 7 trimestres de décote à 1,25 % le trimestre soit 8,75 % de décote. Le coefficient de minoration appliqué au taux avant la décote sera donc de 0,9125 % ($100 - 8,75 = 91,25$).

LA SURCOTE

Pour chaque trimestre entier au-delà de la DATP (167 trimestres) et effectué entièrement après l'âge légal, une majoration de 1,25 % sera accordée. Pour N trimestres de surcote, je multiplierai donc le taux de pension avant surcote par un coefficient de majoration égal à $1 + 0,0125 \times N$.

EXEMPLE : Je suis né-e le 17 juin 1959. Mon âge légal de retraite est de 62 ans et la DATP est pour moi de 167 trimestres. Je pars en retraite à 63 ans, 6 mois et 20 jours avec une DATR de 171 trimestres et 72 jours. Pour cet exemple, la durée d'assurance pour le calcul de la surcote (DAS) = DATR car je ne bénéficie ni de bonification d'enseignement technique ni de dépaysement.

J'ai donc effectué 6 trimestres et 20 jours après l'âge légal mais seulement 4 trimestres et 72 jours au-delà des 167 trimestres nécessaires de DATP (départ du calcul de surcote soit 4 trimestres entiers retenus). J'obtiendrai donc 4 trimestres de surcote et le coefficient de majoration sera de $1 + 4 \times 0,0125 = 1,05$ ou 105 %.

Si j'ai 147 trimestres et 43 jours de FP arrondis à 147, j'obtiendrai...

- taux de pension avant surcote : $75 \times 147/165 = 66,818 \%$;
- taux de pension avec surcote : $66,818 \times 1,05 = 70,159 \%$.

ATTENTION ! La surcote ne peut intervenir qu'après avoir atteint l'âge légal de départ à la retraite (ici 62 ans) et avoir travaillé un certain nombre de trimestres entiers après cet âge.

LES BONIFICATIONS DE SERVICE

Certaines bonifications peuvent s'ajouter aux services effectués pour le calcul de la pension.

BONIFICATION POUR ENFANT

Elle peut être accordée, pour un enfant né avant 2004, à la mère et au père à condition qu'il-elle ait interrompu ou diminué son activité au moins l'équivalent de deux mois en continu pour élever son enfant (congé de maternité, d'adoption, parental ou de présence parentale, temps partiel pour élever l'enfant, disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans). Il faut aussi avoir élevé l'enfant pendant au moins 9 ans avant ses 21 ans.

C'est dans le dernier régime employeur qu'il est possible d'obtenir cette bonification. Elle est de 8 trimestres si vous terminez dans le privé et de 4 trimestres dans la FP si vous terminez votre carrière comme fonctionnaire.

Pour les enfants nés à partir de 2004, la bonification est remplacée par une majoration de durée d'assurance de 2 trimestres.

BONIFICATION POUR ENFANT HANDICAPÉ

Pour l'éducation d'un enfant handicapé est accordée une bonification d'un trimestre par période de 30 mois d'éducation. Cette bonification est plafonnée à 4 trimestres.

BONIFICATION D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Elle est accordée aux professeurs d'enseignement professionnel pratique et DDFPT (ex-chef de travaux) ayant été titularisés avant 2011 après un concours externe.

Cette bonification dépend du diplôme déclaré à l'inscription au concours : 20 trimestres si diplôme de niveau 3 (CAP, nouvelle nomenclature, anciennement V), 12 tri-

mestres si diplôme de niveau 4 (BEP, BP, BT, bac technique...), 4 trimestres si diplôme de niveau 5 (BTS, DUT...).

REMARQUE : le ministère ne prendrait plus en compte ces bonifications si entre temps vous avez obtenu le grade de PLP2. De fait, cette disposition peut augmenter votre décote et diminuer votre retraite de la fonction publique. Elle n'impacte pas une éventuelle surcote.

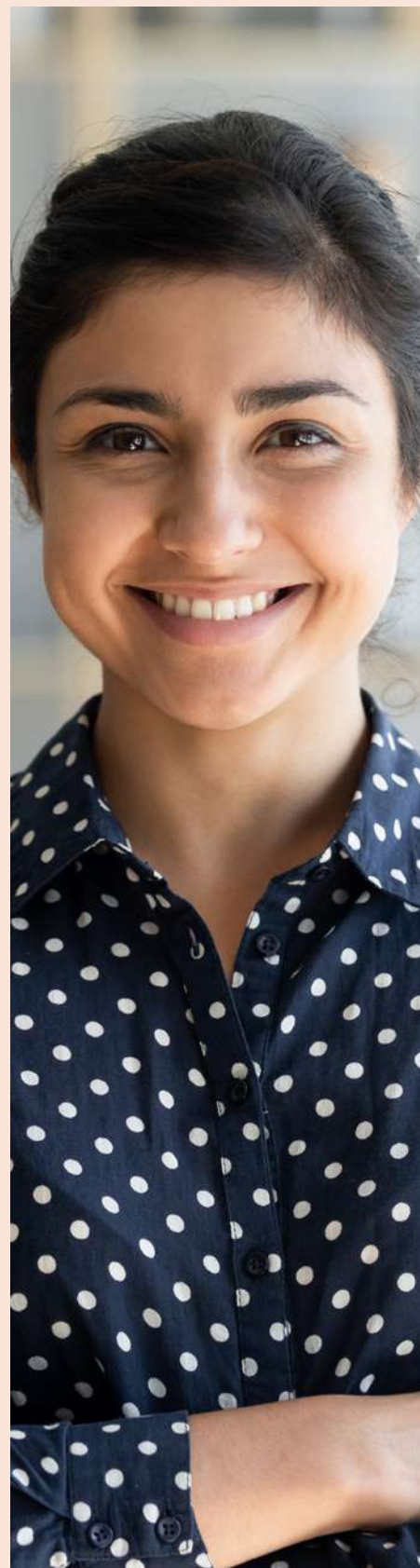
BONIFICATION DE DÉPAYSEMENT

Une bonification est accordée pour services civils rendus hors Europe.

Elle est en général (après déduction des congés administratifs) d'un tiers de la durée. Elle est d'un quart de la durée des services sédentaires ou de catégorie A dans les anciens territoires civils de l'Afrique du Nord.

Elle est de la moitié des services accomplis, si on n'en est pas originaire, dans les zones suivantes : AOF, Togo, AEF, Cameroun, ancienne Indochine, anciens établissements français de l'Inde, Madagascar et dépendances, Comores (Mayotte : bonification réduite au tiers depuis le 1er avril 2011 puisque île devenue DOM), territoires français des Afars et des Issas (ancienne Côte française des Somalies, Nouvelles Hébrides, îles Wallis-et-Futuna, Terres australes et antarctiques françaises).

ATTENTION : la bonification pour dépaysement n'est pas prise en compte pour le calcul de la surcote !



MAJORATION POUR FAMILLE NOMBREUSE

Si vous avez élevé au moins 3 enfants pendant au moins 9 ans, vous pourrez percevoir une majoration de pension dès lors qu'ils ont atteint l'âge de 16 ans. Cette majoration est attribuée aussi bien au père qu'à la mère. Elle est de 10 % pour 3 enfants et de 5 % en plus par enfant réunissant les conditions au-delà du 3e. Elle est imposable depuis 2014.

RACHAT DES ANNÉES D'ÉTUDES (MAXIMUM 12 TRIMESTRES)

Ce rachat étant très onéreux, une aide forfaitaire est proposée (décret n°2015-14 du 8 janvier 2015) pour le rachat de 4 trimestres maximum. Cette aide est de 440 euros, 930 euros ou 1 380 euros par trimestre racheté respectivement pour la liquidation, la durée d'assurance ou les deux à la fois. La demande doit être faite moins de dix ans après la fin des études.

RETRAITE NBI

La NBI (nouvelle bonification indiciaire) est attribuée sous forme de points en plus du traitement indiciaire de l'échelon détenu, pour certaines missions confiées à l'année :

- DDFPT (ex-chef de travaux) = 40 points ;
- enseignement en établissement difficile (voir liste rectorale) = 30 points ;
- conseiller pédagogique = 15 points.

Le point vaut 56,2323 euros par an depuis le 1er février 2017. Une retraite NBI séparée est calculée en fonction du nombre annuel moyen de points NBI répartis sur l'ensemble de la carrière.

RETRAITE ADDITIONNELLE FONCTION PUBLIQUE (RAFP)

C'est une retraite instituée depuis 2005. Tout ce qui figure sur la fiche de paie (hors salaire brut et NBI et dans la limite de 20 % du traitement brut) est soumis à 5 % de cotisation.



L'État verse la même cotisation. Le tout est transformé en points. Chaque année la valeur de service du point est fixée. Vous toucherez quand vous serez en retraite et après l'âge légal seulement soit une rente à vie si vous avez accumulé plus de 5 125 points, soit un capital dans le cas contraire.

RACHAT DES ANNÉES DE NON-TITULAIRE

Cette possibilité ayant été supprimée par la réforme de 2010, il est trop tard pour en faire la demande. En effet, il faut avoir été titularisé avant 2013 et avoir fait la demande dans les 2 ans qui ont suivi la titu-

larisation. Vous avez un an pour accepter ou refuser de payer le coût demandé.

SURCOTISATION DES TEMPS PARTIELS

Elle est possible pour que le temps partiel compte comme un temps complet dans la liquidation de la pension. Le rachat est limité à 4 trimestres (c'est à dire 2 années à mi-temps ou 3 années à 12/18e ou 6 années à 15/18e ou 9 années à 16/18e par exemple). La limite est portée à 8 trimestres pour un travailleur handicapé ayant une incapacité permanente au moins égale à 80 %.

SURCOTISATION : EXEMPLES

La formule de calcul de la surcotisation tient compte de la quotité de temps travaillée de l'agent (QT) et de la quotité non travaillée (QNT) soit : $11,10 \% \times QT \% + 80 \% \times (11,10 \% + 30,65 \%) \times QNT \% =$ pourcentage de surcotisation.

- 11,10 % : taux normal en vigueur en 2020
- 30,65 % : taux représentatif de la contribution employeur en vigueur en 2020

Exemple : un enseignant perçoit un traitement indiciaire brut à temps plein de 3000 euros

Quotité de temps	Rémunération brute à temps plein	Rémunération brute à temps partiel	Pourcentage de surcotisation	Coût de la pension civile qui devra être versée mensuellement	Montant de la pension civile versée mensuellement quand il n'y a pas de surcotisation	Coût mensuel supplémentaire	Durée de la surcotisation pour atteindre 4 trimestres	Coût total de la surcotisation pour 4 trimestres
50 %	-	1500 €	22,25 %	667,50 €	166,50 €	501 €	2 ans	12024 €
75 %	-	2250 €	16,68 %	500,25 €	249,75 €	250 €	4 ans	12024 €
100 %	3000 €	-	0 %	-	333 €	-	0 an	-

Comparaison du montant d'une pension brute avec une décote de 4 trimestres et le montant d'une pension brute sans décote après une surcotisation volontaire de 4 trimestres pour supprimer cette décote.

Pension brute sans décote	2765 €
Pension brute avec 4 trimestres de décote	2626 €
Écart	139 €

Avantage cumulé pour une retraite estimée de 25 ans est de 41 700 €

Sinon le nombre d'années nécessaires pour récupérer seulement la mise de départ est de 7 ans environ

6

LE CALCUL DE MA RETRAITE...

Je suis né-e le : j'atteins l'âge légal de ans et mois le

OU je remplis les conditions pour partir en longue carrière. • je peux partir en retraite le 1^{er} :20.....

alors au^{ème} échelon de la : classe normale hors classe, depuis plus de 6 mois • le traitement jours

TIB = • la DATP est de trimestres • la DATR sera de trimestres et

J'aurai donc trimestres de décote à % soit un total de jours

par le coefficient de minoration : $mino = 0, \dots\dots\dots$

• mes services et bonifications Fonction publique sont : $FP = \dots\dots\dots$ • je calcule : taux de pension avant décote :

$T1 = 75 \times FP / DATP = \dots\dots\dots\%$ (limité à 75 % sans bonification et 80 % avec bonifications) • taux de pension après

décote : $Tx = T1 \times mino$ **OU** **taux de pension après surcote : $Tx = T1 \times majo$** €

Pension brute : $PB = Tx \times TIB = \dots\dots\dots$ € Pension nette : $PN = PB \times 0,909 = \dots\dots\dots$

OU $PN \text{ mgen} = PB \times 0,8688$ en déduisant aussi la cotisation mutuelle MGEN.

Je recommence ce calcul pour chaque date de départ envisagée. Je reporte les calculs dans le tableau (voir page suivante).

7 ET JE PRENDS MA DÉCISION

Je choisis la date réalisant selon moi l'équilibre qui me convient le mieux entre l'amélioration du montant de ma pension et l'envie de préserver ma santé pour profiter d'une retraite longue, digne et heureuse.

ATTENTION ! Depuis le 1^{er} janvier 2015, la demande de paiement d'une première retraite (régime général par exemple) bloque définitivement les autres pensions à venir à leur valeur à cette date et on cotise pour rien (voir article « fin de carrière » dans l'EP 478 ou l'AP d'avril 2015 sur www.snetaa.org).

ET NOS FUTURES RETRAITES ?

Après le recul de l'âge légal de 2 ans, l'augmentation continue de la DATP qui rend inaccessible la surcote et inévitable la décote, les suppressions de la CPA, du choix de la date de départ pour les familles nombreuses, de la possibilité de valider les années de

non-titulaire, de différentes bonifications, l'augmentation de la CSG, la fiscalisation de la majoration pour famille nombreuse, sous réserve de modification.

- un régime unique de retraite calculée en fonction de l'argent cotisé qui ne concernerait pas les collègues à moins de 5 ans de la re-

traite (sédataires nés avant 1962 et actifs nés avant 1967)

- un recrutement accru de contractuels
- quid du statut de fonctionnaire ?
- quid du déroulement de carrière et de sa prise en compte dans le calcul de la retraite ?
- quid de l'existence même de la fonction publique

VOTRE TABLEAU DE CALCUL DE PENSION CIVILE

Date de départ						
Âge						
DATR						
DAEC						
DAS						
Décote en %						
Surcote trimestre %						
FP trimestre/jours arrondi						
Échelon						
TIB €						
PB €						
PN €						
PNmgen €						

DATR : durée d'assurance tous régimes (privé + public - recouvrements)

DAEC : durée d'assurance effectivement cotisée (sans aucune bonification pour longues carrières)

DAS : durée d'assurance pour la surcote (= DATR sauf bonifications d'enseignement technique et de dépaysement)

TIB : traitement indiciaire brut de l'échelon détenu depuis au moins 6 mois

PB : pension brute

PN : pension nette (= PB x 0,926 après déduction de CSG (6,6 %), RDS (0,5 %) CASA (0,3 %) ; la CASA n'est pas retenue si l'on n'est pas imposable)

PNmgen : PN x 0,8858 après les déductions précédentes + la cotisation Mgen (4,02 %)

REMARQUE : dans le régime «référence» de la Mgen la cotisation passe à 4,02 % puis à 4,59 % à partir de 70 ans.

PUIS-JE PARTIR À 60 ANS OU AVANT ? COMMENT FAIRE

8 MA DEMANDE ?

LES CONDITIONS ET L'ÂGE D'OUVERTURE DU DROIT AU DÉPART ANTICIPÉ
(d'après le décret 2012-847 du 2 juillet 2012)

Année de naissance Âge légal	Âge de départ autorisé en années et mois	Durée d'assurance cotisée * (en trimestres)	5 trimestres cotisés avant la fin de l'année ci-dessous **
1956 62 ans	56 ans 8 mois 59 ans 4 mois 60	174 166 166	1973 1973 1977
1957 62 ans	57 59 ans 8 mois 60	174 166 166	1973 1973 1977
1958 62 ans	57 ans 4 mois 60	175 167	1974 1978
1959 62 ans	57 ans 8 mois 60	175 167	1975 1979
1960 62 ans	58 60	175 167	1976 1980
1961 62 ans	58 60	176 168	1977 1981
1962 62 ans	58 60	176 168	1978 1982
1963 62 ans	58 60	176 168	1979 1983
1964 62 ans	58 60	177 169	1980 1984

* Durée d'assurance cotisée

C'est la durée d'assurance ayant donné lieu à cotisation à la charge des fonctionnaires dans le public et dans le privé + trimestres réputés cotisés :

- le service national par trimestres entièrement effectués (maximum 4 trimestres) ;
- périodes de maladie, maternité ou inaptitude temporaire (maximum 6 trimestres dont maxi 4 trimestres pour maladie et inaptitude temporaire). Les trimestres de maternité sont des trimestres liés à l'accouchement (1 trimestre par enfant l'année civile de l'accouchement) ;
- périodes de chômage (maximum 4 trimestres) ;
- pension pour invalidité (maximum 2 trimestres) ;
- le tout dans la limite de 4 trimestres par année civile.

** Si vous êtes né-e au dernier trimestre de l'année civile, l'exigence est de 4 trimestres au lieu de 5.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Académie :

Département :

Établissement :

Courriel :

Téléphone :

Bulletin à renvoyer au **SNETAA-FO**,
**417 Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-
CLOUD Cedex** ou par mail à **snetaanat@snetaa.org**
Pour toute question, contactez le SNETAA-FO
au **01 53 58 00 30**.

Défendez-vous et assurez votre avenir avec le
SNETAA-FO ! Rejoignez-nous, adhérez et faites
adhérer au premier syndicat des personnels de la
Voie Professionnelle Initiale, Publique et Laïque !

C'EST ENSEMBLE QUE NOUS SOMMES FORTS !

Une question, une remarque ? Écrivez-nous !

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



ADHÉSION 2022 - 2023

Nom
 Nom de jeune fille
 Prénom
 Date de naissance
 Adresse
 Code postal Ville
 Tel. fixe Tel. portable

VOTRE SITUATION ADMINISTRATIVE

Hors Classe Classe Normale Retraité
 Stagiaire Classe exceptionnelle

 PLP AED/EAP/AESH Professeur Contractuel
 CPE Sans solde DDFPT
 Discipline Autre

Adresse mail :

VOTRE ÉTABLISSEMENT D'EXERCICE 2022/2023

Lycée Professionnel SEGPA (Collège)
 Lycée Polyvalent (SEP) EREA
 Autre

Nom d'Établissement :
 Ville : Académie :

JE CALCULE MA COTISATION

échelon : tarif : quotité :
 Cotisation : **quotité x tarif =**

Je choisis le mensuel papier du SNETAA-FO :
 OUI + 25 € (pour frais de traitement et de port)
 NON (merci de bien indiquer votre adresse mail)
 -15€ si cotisation avant le 16 juillet 2022 **TOTAL :** €

À retourner dûment complétée et accompagnée de votre chèque au SNETAA-FO | 417 Les Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Ma cotisation est un paiement récurrent qui sera prélevé le 1^{er} du mois. Je suis libre de modifier, suspendre ou arrêter ce prélevement à tout moment.

COMPTE À DÉBITER

IBAN - IDENTIFIANT INTERNATIONAL DE COMPTE BANCAIRE

BIC - CODE D'IDENTIFICATION BANCAIRE

N'OUBLIEZ PAS DE JOINDRE VOTRE RIB AVEC VOS CODES IBAN ET BIC !

Fait à :
 Le

Nom et adresse du créancier :
 SNETAA-FO, 24 rue d'Aumale - 75009 Paris
 N° Identifiant Créancier (ICS) : FR23ZZZ540565

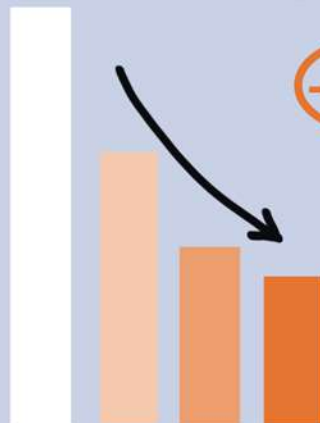
SIGNATURE (obligatoire) :

UNE ADHÉSION DE

127 €

snetaa
FO

-66% DE DÉDUCTION FISCALE



COÛT RÉEL
43,18 €

En signant ce formulaire mandat, vous autorisez le SNETAA-FO à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions du SNETAA-FO. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus vite dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé. Sauf avis contraire de votre part, la cotisation sera renouvelée en 12 mensualités de septembre à août. Le nombre de prélèvements dépendra de la date d'adhésion. Ex : si vous adhérez en janvier, la cotisation complète sera prélevée de février à août, en sept fois.

TARIF MÉTROPOLE

Éch.	Classe normale	Hors classe	Classe exceptionnelle	Non-titulaires	
1	127 €	245 €	293 €	Indice	Cotisation
2	175 €	265 €	308 €	moins de 450	81 €
3	181 €	276 €	320 €	de 450 à 500	111 €
4	200 €	297 €	336 €	de 500 à 700	137 €
5	208 €	314 €		au delà de 700	160 €
6	214 €	326 €		Cotisations Uniques	
7	225 €	332 €	HE-A 1 : 354 €	Sans solde	29€
8	236 €		HE-A 2 : 370 €	AED/EAP/AESH	49€
9	250 €		HE-A 3 : 389 €	Stagiaires	99€
10	269 €			Retraités titulaires	135€
11	285 €			Retraités contractuels	49€

POURQUOI SOUTENIR NOS ACTIONS ?

Une cotisation annuelle au SNETAA-FO de 127 € ne vous coûte finalement que 43,18 € après déduction fiscale, soit 3,60 € par mois ! C'est l'équivalent de 4 baguettes de pain !

3,60 € =



Un syndicat, c'est comme la santé, on en prend soin !
 Alors, **ADHÉREZ AU SNETAA-FO !**



**LE SYNDICAT PRÉFÉRÉ DES
NOUVEAUX PLP ET DES ANCIENS !**

LA RETRAITE, ÇA SE PRÉPARE !

Depuis plus de 70 ans, nous accompagnons
des professeurs de lycée professionnel de
l'obtention du CAPLP à la retraite !
N'attendez plus, rejoignez le SNETAA-FO et
préparez votre avenir dès maintenant !

snetaa
FO